



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

npa49.free.fr



La révolution tunisienne s'étend !

C'est à la rue de décider !

Len Tunisie, c'est de plus en plus la rue qui décide. Elle refuse tout replâtrage du régime et ne veut surtout pas se faire voler sa première victoire, obtenue avec le renversement de Ben Ali. De partout monte l'exigence d'un démantèlement pur et simple du système précédent et de son parti-État. Bravant le couvre-feu, des manifestants sont venus de tout le pays pour camper sous les fenêtres d'un gouvernement illégitime dont ils exigent la démission.

Le 25 janvier à Tunis, la foule a dissous un petit rassemblement de partisans du premier ministre, Gannouchi. Les travailleurs et leurs syndicats se mettent de la partie : les 24 et 25 janvier, la grève a été totale dans l'enseignement primaire. Le 26, c'est la deuxième ville du pays, Sfax, qui est entrée en grève générale. Les revendications sociales se mêlent aux exigences démocratiques.

La population s'organise et élit dans de nombreuses villes des conseils locaux débarrassés de l'emprise de l'ancien parti au pouvoir, dans le but de coordonner ces structures à l'échelle régionale et nationale, jusqu'à ce que le peuple tunisien ait pu se doter d'une constitution démocratique et populaire.

De l'indécence à l'hypocrisie

«*Sans doute nous avons sous-estimé (les) aspirations du peuple tunisien à la liberté*», a déclaré Nicolas Sarkozy lors de sa conférence de presse, lundi 24 janvier, pour justifier son long soutien à Ben Ali. Il a osé invoquer le principe de non-ingérence et l'histoire qui unit les deux pays pour expliquer les « erreurs » des dirigeants politiques français car il ne faut pas que la France « *soit assimilée à un pays qui a gardé des réflexes coloniaux* » !

Propos aussi pitoyables que ceux de Michèle Alliot-Marie. Pour le pouvoir UMP, seuls comptent les intérêts des grands capitalistes français au mépris des peuples, quitte à

soutenir les pires dictatures, en particulier dans les anciennes colonies que la France continue à exploiter.

Au delà de la Tunisie, la contestation grandit

Un vent de contestation secoue le monde arabe : au Yémen, au Maroc, à Alger le samedi 22 janvier, des milliers de manifestants ont exigé la démocratie.

Mais c'est surtout en Egypte que la colère monte. Les manifestations anti-gouvernementales du mardi 25 janvier sont les plus importantes du genre survenues en Egypte au cours des trois dernières décennies, sous la présidence de Hosni Moubarak à la tête de l'Etat. De nombreux manifestants réclament le départ de Moubarak et dénoncent la pauvreté, le chômage, l'inflation et la corruption.

La Tunisie sert de modèle à tous les peuples de la région. La « révolution de Jasmin » fait tâche d'huile. Plus que jamais, popularisons et soutenons la révolte de tous ces peuples qui exigent démocratie, liberté et justice sociale.



La crise fait toujours plus de chômeurs

Les discours somnifères de Sarkozy et Fillon sur le thème « la crise est derrière nous, le chômage va reculer » ont reçu un démenti cinglant avec la publication des chiffres du chômage pour 2010.

Si les bénéficiaires des entreprises du CAC 40 s'envolent, le chômage fait toujours plus de victimes, notamment chez les jeunes, les travailleurs de plus de 50 ans, les chômeurs de longue durée, sans oublier les femmes qui sont parmi les premières à trinquer.

Plus de 4 millions de salariés sont inscrits à Pôle emploi en attente d'un travail, chiffre qui exclut bien sûr tous ceux et toutes celles qui ont été radié-E-s.

La précarité des conditions de vie, la pauvreté guettent toujours plus les salariés sans emploi et leurs familles.

Dans ces conditions, l'allongement de la durée de cotisations en même temps que le report à 62 ans de l'âge légal de départ en retraite vont augmenter la cohorte des retraité-E-s pauvres, voire SDF.

Le NPA dénonce la politique libérale du gouvernement et du Medef qui créent toujours plus de chômeurs en même temps que toujours plus de dividendes pour les actionnaires.

L'interdiction des licenciements, le partage du temps de travail pour donner un emploi à temps plein à tous et toutes, sans flexibilité ni annualisation, sont les seules solutions pour combattre les méfaits du système capitaliste en crise.

Seule des luttes communes rassemblant sans emploi et salariés avec leurs organisations respectives pourront arrêter la spirale mortelle de l'augmentation du chômage.

